

Recherche sur les Utilisations Multiples des Plantes de la Réserve de la Biosphère de la Boucle du Baoulé—Mali

Contexte

ÉCOLOGIQUE Lancé en 1994, ce projet concentre ses efforts sur le Parc National de Baoulé qui se situe le long de la rivière Baoulé au sud-ouest du Mali, entre Kayes et Koulikoro. Ce parc de 350 000 ha se trouve dans la zone administrative de Kita. Le parc a été classé comme réserve de biosphère en 1982 en raison de la grande richesse de la faune et de la flore dans cette zone transitionnelle située entre les régions

écologiques soudanaises et sahéliennes. La végétation est caractérisée par *Butyrospermum parkii* et *Acacia senegal* qui boisent la savane. De nos jours, de nombreuses espèces faunistiques et végétales sont menacées. La saison des pluies dure de juillet à octobre et le niveau de précipitations annuelles est de 900 mm par an.

SOCIOCULTUREL/ECONOMIQUE Bien que les agriculteurs bambaras soient majoritaires dans la région, les éleveurs et les agriculteurs/éleveurs kakoilos, peulhs, malinkés et maurés sont aussi présents. La croissance de la population, la réduction de la couverture végétale et les pratiques de chasse ont eu un impact néfaste sur la biodiversité de la région et par conséquent, l'existence de remèdes traditionnels, qui demeurent plus accessibles aux communautés

locales que les remèdes modernes, est à son tour menacée. Dans la région, les cultures les plus courantes sont le sorgho, le millet et les cacahuètes. L'élevage des moutons et des chèvres est la source principale de revenus des ménages.

POLITIQUE Les réformes récentes mettent en avant la participation plutôt que la répression comme moyen privilégié pour garantir une gestion durable des ressources naturelles. Les mesures se sont essentiellement concentrées sur les moyens permettant d'éviter la désertification et la disparition de la biodiversité.

INSTITUTIONNEL Ce projet a été lancé par l'Association Malienne pour la Conservation de la Flore et de l'Environnement (AMCFE). L'Opération du Parc

National de la Boucle de Baoulé (OPNBB) et le Projet de Gestion des Ressources Naturelles (PGRN) sont aussi actifs dans la région et ils ont formé des comités villageois pour promouvoir l'utilisation durable des ressources. Le projet a bénéficié du partenariat scientifique et technique du Département de Médecine Traditionnelle (DMT) du Ministère de la Santé, de l'Institut pour la Formation et la Recherche Appliquée et de l'Institut pour l'Economie Rurale.

Buts/Objectifs

Le but du projet est de conserver et d'encourager l'utilisation durable des plantes médicinales. Les objectifs spécifiques comprennent

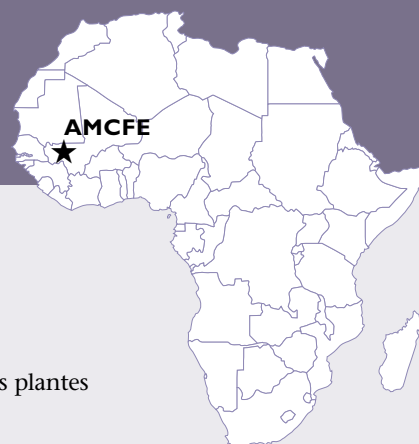
- ☞ l'identification des plantes médicinales clé
- ☞ la documentation du savoir local sur l'utilisation et l'écologie de ces espèces
- ☞ des analyses chimiques et des tests sur l'efficacité des traitements sur des spécimens de plantes médicinales
- ☞ la formation des chefs de villages et la participation des villageois à la production, la protection, et l'utilisation durable de ces plantes médicinales.

Activités Principales

- ☞ Prospection botanique
- ☞ Enquêtes ethnobotaniques, socioculturelles et économiques
- ☞ Analyse en laboratoire des substances médicamenteuses
- ☞ Identification des plantes médicinales puis expériences sur leur transformation à l'aide de technologies appropriées
- ☞ Prise de conscience et formation des militants dans les villages
- ☞ Formation sur les méthodes de cueillette qui assurent le renouvellement des plantes médicinales et sur la lutte contre les feux de brousse
- ☞ Mise à disposition d'un soutien logistique en termes de transport et de vente des plantes médicinales au laboratoire du Département de Médecine Traditionnelle de Bamako

PROBLEMES/BESOINS

La cueillette trop abondante de plantes pour la nourriture et les remèdes, les feux de brousse et la chasse non réglementée pour les marchés urbains et internationaux (mauritaniens) sont les raisons principales du lancement de ce projet.



CAMPFIRE

Programme de Gestion des Ressources Indigènes en Aires Communautaires—Zimbabwe

Contexte

ÉCOLOGIQUE Le programme CAMPFIRE est en train de se mettre en place sur des terres communautaires adjacentes à des zones protégées par l'état ou dans des réserves de gibier privées à l'ouest du Zimbabwe et le long des frontières nord et sud du pays. Les terres communautaires sont sujettes à des précipitations faibles et sporadiques et les sols infertiles ne conviennent pas à l'agriculture. Le paysage est boisé ou caractérisé par des savanes herbeuses et il abrite une population abondante et variée de gibier de plaines.



KATE NEWMAN





SOCIOCULTUREL/ÉCONOMIQUE Le programme est principalement associé au groupe Korehore Shona dans la région Est de la vallée du Zambezi et au groupe Ndebele dans le Matabeleland situé dans le Zimbabwe de l'Ouest. Ces deux groupes dominent le paysage culturel et politique du Zimbabwe. Cependant, de nombreux autres groupes ethniques, tels que les BaTongas dans la vallée moyenne du Zambezi, les Vendas au sud du Limpopo et les Shangaans à l'Est du Beitbridge, sont importants dans le cadre du projet CAMPFIRE car ils habitent des terres marginales qui sont mieux adaptées à la vie de la faune qu'à l'agriculture. Les économies rurales sont basées sur l'agriculture

et l'élevage avec un élevage extensif de bétail, moutons et chèvres et la culture à faible rendement de céréales. Les sécheresses, la suppression des subventions agricoles et alimentaires, résultat des programmes d'ajustement structurel et le fort taux d'inflation ont tous contribué à l'appauvrissement des familles.


INSTITUTIONNEL CAMPFIRE a débuté en 1989 avec la concession *de facto* de l'autorité en matière de faune à deux autorités locales: les circonscriptions de Nyaminyami et de Guruve. La publication officielle *de jure* confirmant "l'autorité compétent" n'eut lieu qu'en 1990 lorsque les parcs négocièrent une entente sur le projet CAMPFIRE avec le gouvernement local. Le groupe en collaboration CAMPFIRE est le consortium des huit organisations gouvernementales et non-gouvernementales. Il y a le Département des Parcs Nationaux et de la Gestion de la Faune (DNPWLM) du Ministère de l'Environnement et du Tourisme (MET); le Ministère du Gouvernement Local et pour le Développement Rural et Urbain (MLGRUD); l'Association

CAMPFIRE (CA) des communautés riches en faune; ACTION; Africa Resources Trust (ART); Zimbabwe Trust; le Fonds Mondial pour la Nature; le Projet pour des Systèmes de Production Multi-Espèces et le Centre for Applied Social Sciences (CASS) de l'Université du Zimbabwe. L'Association CAMPFIRE est une excroissance nationale des circonscriptions impliquées dans le projet et rassemble 26 circonscriptions (c.-à-d. 112 cantons et 103 000 foyers) ainsi que les Comités de Ressources Naturelles des villages, des cantons et des juridictions.


Buts/Objectifs

Les buts du programme CAMPFIRE sont de  entreprendre un programme pour le développement à long terme, la gestion et l'utilisation durable des ressources naturelles dans les zones communautaires  parvenir à la gestion des ressources en donnant la responsabilité et la charge de ces dernières aux communautés locales  permettre aux communautés de bénéficier directement de l'exploitation des ressources naturelles dans les zones communautaires et  établir les structures administratives et institutionnelles nécessaires au fonctionnement du programme.

Activités Principales

 Les chasses aux trophées, safaris photos ou activités touristiques, réintroduction d'animaux là où ils avaient disparu (repeuplement). Collecte, consolidation et distribution annuelle des revenus générés par ces activités, financement d'infrastructures socio-économiques (écoles, centres de soins, forage de puits, moulins à céréales, clôtures électriques, construction de routes) et création d'emplois pour des guides de chasse et des gardes forestiers.

 Renforcer les aptitudes locales d'autogestion des communautés; les membres des Groupes en Collaboration avec CAMPFIRE organisent régulièrement des ateliers de formation dans les domaines suivants: établissement et gestion d'institutions communautaires (vidcos et wadcos, c.-à-d., des comités pour le développement des villages et des cantons); comptabilité de base, tenue des registres et planification de l'utilisation de l'argent liquide; procédures à suivre dans l'organisation de réunions; rôles et responsabilités des membres de l'institution; résolution de conflits; lois internes et régulations; marketing; techniques de conception, de suivi et d'évaluation de projets; éducation environnementale et augmentation de la prise de conscience.

 Pour assurer la durabilité du programme: le recensement et la suivi des espèces de la faune et de la flore; la détermination des quotas annuels d'animaux qui peuvent être tués et le développement d'un plan pour l'utilisation rationnelle des terres (création de zones tampons avec clôtures électriques, modèles de cultures et rotation entre pâturages et cultures).

PROBLEMES/BESOINS

Depuis le début du vingtième siècle, la population du Zimbabwe est passée de 500 000 à 10 millions et devrait atteindre les 30 millions d'ici l'an 2030. En conséquence, les agriculteurs ont été repoussés vers des terres peu fertiles et maintenant, la majorité des 3,2 millions d'hectares cultivés au Zimbabwe sont considérés comme peu propices à la culture ou tout à fait incultivables. En raison de l'augmentation de la pression agricole sur les terres sauvages et parce que 80 pour cent de la surface du pays n'est utilisable que pour le bétail et la faune sauvage, il y a eu un intérêt considérable à promouvoir l'utilisation commerciale de la faune et de la flore sauvage comme produits de consommation à même de générer des revenus pour les communautés locales et comme outil pour la conservation de la biodiversité.



DZANGA-SANGHA

Projet Dzanga-Sangha de Conservation et Développement Intégrés—République Centrafricaine

Contexte

ÉCOLOGIQUE Le projet, lancé en 1981 en République Centrafricaine (RCA), fait partie d'un vaste projet de conservation de la forêt humide qui comprend le Parc National Lobeke au Cameroun et le Parc National Noubale Ndoki au Congo. Dzanga-Sangha est composé d'une réserve forestière spéciale (3159 km²) et d'un parc national (1220 km²) qui a officiellement été classé en 1990. Cette zone, une des plus riches au monde en termes de diversité écologique, comprend trois écosystèmes principaux:

terres humides, forêts humides d'arbres à feuilles persistantes et forêts composées d'un mélange d'arbres à feuilles caduques et à feuillage persistant. La zone comprend un grand nombre d'espèces animales à protéger telles que l'éléphant des forêts, le bongo, le gorille des basses-terres, le chimpanzé et plusieurs espèces des singes.

SOCIOCULTUREL/ÉCONOMIQUE La zone du projet était traditionnellement occupée par des populations se livrant à la chasse et à la cueillette, principalement les Ba'Akas et les Sanghas-Sanghas, ces derniers constituant le plus grand groupe ethnique parmi les quelques 6 000 personnes vivant dans la zone du projet. Traditionnellement, le peuple Ba'Aka avait une relation particulière avec les agriculteurs Bantous auxquels ils fournissaient de la viande de







RICHARD CARROLL








brousse en échange de nourritures riches en hydrates de carbone. Les Bantous défendaient aussi les Ba'Akas ce qui a conduit à une relation dans laquelle les Ba'Akas étaient littéralement dominés par les agriculteurs Bantous. Les Ba'Akas obtinrent la nationalité et le droit de vote en 1989. L'industrie de l'abattage des arbres a amené l'afflux soudain de chercheurs d'emplois ce qui a entraîné la croissance de Bayanga, la ville principale située dans la zone du projet, avec une population totale de 2500 habitants (chiffres de 1995). Bien que les safaris et le tourisme écologique gagnent aussi de l'importance en termes d'activités économiques dans la zone du projet, l'abattage des arbres et l'exploitation des mines de diamants constituent la source de revenus principale de la RCA. La faune joue un rôle socio-économique important et représente 30 à 40 pour cent de la consommation annuelle de viande.

INSTITUTIONNEL Le projet est géré par un accord entre le gouvernement de la République Centrafricaine qui travaille par l'intermédiaire de deux ministères (le Ministère de l'Environnement et du Tourisme et le Ministère des Forêts et de la Chasse et des Eaux et de la Pêche) et le Fonds Mondial pour la Nature-US. Les sources de financement du projet comprennent WWF, la Banque Mondiale, GTZ, et le Service Américain pour la Protection des Pêches et de la Faune.

Buts/Objectifs

Les buts ultimes du projet sont de protéger l'immense biodiversité des forêts de Dzanga-Sangha, de développer le potentiel de la zone pour l'écotourisme, et de protéger les droits du peuple Ba'Aka qui dépendent des ressources de la faune et de la flore pour assurer leur subsistance. Les objectifs spécifiques sont  une gestion saine et le développement du Parc National de Dzanga-Ndoki ainsi que de la réserve spéciale de la forêt de Dzanga Dende  la protection de l'écosystème  le développement et la mise en place d'un programme participatif rural, et  le renforcement de la capacité locale institutionnelle pour la gestion des ressources naturelles.

Activités Principales

-  Etablissement légal de la forêt dense de Dzanga-Sangha en Aire Protégée et établissement d'unités de protection pour patrouiller et surveiller les déplacements des animaux sauvages et leurs conditions d'habitat
-  Découpage en zones et création d'une zone tampon pour assurer la durabilité de l'utilisation des terres et la gestion des ressources
-  Promotion d'entreprises agricoles pour réduire la grande dépendance sur la chasse
-  Promotion de l'écotourisme et des safaris comme possibilité d'utilisation durable des terres avec bénéfices pour les communautés
-  Développement de services sociaux tels que centres de soins, éducation sur l'hygiène et programmes d'école maternelle
-  Développement de la capacité institutionnelle locale
-  Recherches environnementales et sociales pour obtenir des données permettant de mieux comprendre l'écosystème de Dzanga-Sangha

PROBLEMES/BESOINS

La riche diversité biologique de Dzanga-Sangha est menacée par la destruction de l'habitat causée par les activités d'abattage des arbres, l'augmentation de la population, la surexploitation constante de la faune pour la viande de brousse et le commerce d'animaux vivants. Ces développements poussent la marginalisation des populations locales.



Bosquet Sacré et Conservation de la Biodiversité—Ghana

Contexte

ÉCOLOGIQUE Ce projet qui a commencé en 1988 se concentre sur deux bosquets: le bosquet sacré de Jachie et celui de Kegyase. Les villages de Jachie et Kegyase, situés dans la région Ashanti au Ghana, se trouvent respectivement à 15 km au sud-ouest et à 3 km au sud de la ville de Kumasi. Les deux bosquets sacrés sont situés dans la zone humide de forêt composée d'arbres à feuilles caduques et d'arbres à feuilles persistantes. D'après les enregistrements effectués à Jachie la faune sauvage comprend 27 espèces de mammifères, 79 oiseaux et 97 papillons. A Kegyase on compte 11 espèces de mammifères, 49 oiseaux et 82 papillons.



LEA BORKENHAGEN



SOCIOCULTUREL/ÉCONOMIQUE Dans la culture Ashanti, chaque village est gouverné par un chef, qui est aidé par les anciens et par les chefs des sept clans. Un chef de village prête serment d'allégeance à un chef suprême qui à son tour reporte directement ou par l'intermédiaire d'autres chefs divisionnaires à l'Asantehene, le Roi et l'autorité ultime du peuple Ashanti. Le chef est le gardien des terres du village, mais chaque lopin de terre est la propriété d'une famille individuelle. Le gardien du bosquet sacré est d'ordinaire un prêtre ou une prêtresse qui a la responsabilité de conduire les rites et les cérémonies associées au bosquet. Cependant

c'est le chef qui détient la plus grande autorité en ce qui concerne les décisions sur la manière d'utiliser le bosquet sacré. Comme la plupart des bosquets sacrés, Jachie et Kegyase sont gouvernés par des croyances et des tabous traditionnels et il n'existe pas d'instrument légal moderne pour assurer leur protection. De nos jours, les communautés de Jachie et de Kegyase se composent principalement de paysans, mais historiquement la chasse a été une activité importante. Les cultures comprennent le maïs, le manioc, l'igname, les oranges, le cacao. Le cacao et l'huile de palme représentent les principales cultures commerciales. Les autres activités sont la confection, la boulangerie et le commerce. Une partie importante de la population, particulièrement les hommes, travaillent dans la fonction publique ou sont employés par le secteur privé à Kumasi.








HISTORIQUE Les bosquets sacrés sont des secteurs de forêt protégés par les communautés rurales au sein de l’Afrique de l’Ouest en raison de leur valeur religieuse, spirituelle, historique ou culturelle. Leur protection est consacrée par des tabous qui se basent sur de fortes croyances traditionnelles et la responsabilité de leur protection repose sur la communauté tout entière.

INSTITUTIONNEL Le projet est mis en place par GACON, qui collabore avec d’autres agences, y compris le Département des Forêts et le Département de la Faune Sauvage. A Jachie, un comité de gestion du projet et un groupe de femmes ont été établis pour faciliter la mise en place des activités du projet.

Buts/Objectifs

Le but premier du projet, en protégeant les bosquets sacrés est la conservation de la biodiversité; l’approche utilisée est la participation de la communauté grâce à des campagnes de sensibilisation. Les objectifs spécifiques comprennent  la lutte contre l’abattage illégal des arbres, contre l’exploitation intensive de la faune sauvage et contre les feux de brousse dans les bosquets sacrés et  le renforcement des lois et des tabous traditionnels qui protégeaient les bosquets sacrés.

Activités Principales

-  Consultation de la communauté
-  Prise de conscience des populations et campagnes d’éducation sur la conservation de l’environnement
-  Etablissement de comités de gestion
-  Construction de pare-feu autour des bosquets sacrés
-  Formation du groupe des femmes de Jachie à des techniques de reboisement
-  Etablissement de pépinières et des projets de plantation d’arbres
-  Inventaire de la faune et de la flore des bosquets sacrés

PROBLEMES/BESOINS

La zone a connu une dégradation générale de son environnement et la pression exercée sur les ressources naturelles a augmenté. Par conséquent, les espèces locales de plantes et d’animaux commencent à disparaître. Les chasseurs ont été obligés de chasser dans les bosquets sacrés en raison de la pénurie d’animaux dans les secteurs avoisinants et l’empiétement sur les bosquets a commencé en raison de l’érosion des croyances traditionnelles qui les protégeaient. Les bosquets sacrés ont été vendus pour construire des logements ou ont été convertis pour l’agriculture et sont utilisés comme source de bois à brûler.



KENGO

Projet de Développement de Légumes et d'Arbres Fruitiers Indigènes—Kenya

Contexte

ÉCOLOGIQUE Le projet opère dans deux secteurs: Kitui (dans la partie Est du Kenya) et Bungoma (dans la province de l'Ouest). La région de Kitui est semi-aride/aride; les précipitations sont irrégulières et leur niveau annuel ne dépasse pas 750 mm, l'altitude moyenne se situe entre 600 et 900 m. Le projet comprend le Parc National Tsavo-Ouest et soutient les populations de faune sauvage en dehors du réseau d'aires protégées. Bungoma est situé entre la ligne de partage des eaux du

Mont Elgon et le bassin du Lac Victoria, l'altitude moyenne varie entre 1 200 et 4 000 m. Le niveau de précipitations annuelles s'échelonne entre 1 200 et 2 100 mm. Le secteur jouit d'une riche diversité biologique, particulièrement dans l'écosystème du Mont Elgon.

SOCIOCULTUREL/ÉCONOMIQUE Les deux secteurs ont des caractéristiques socioculturelles et économiques distinctes. La région de Kitui est composée essentiellement d'agriculteurs/éleveurs; le niveau de vie est très bas et les pénuries de vivres sont fréquentes. La dégradation de l'environnement, qui se manifeste par le déboisement, l'érosion du sol et la surexploitation des terres pour le pacage est évidente, mais les communautés rurales participent aussi à des pratiques de conservation de la terre,

telles que la culture en terrasses et le reboisement. Bungoma est situé dans la partie du pays produisant le plus de céréales. La population se compose principalement d'agriculteurs qui jouissent d'une sécurité alimentaire et d'une économie stables. Les problèmes de dégradation de l'environnement ne sont pas aussi graves que ceux qui existent dans la région de Kitui.

HISTORIQUE Les mesures agricoles coloniales ont mis l'accent sur les cultures commerciales et en introduisant des cultures alimentaires étrangères à la région (fruits, céréales, légumes), ils ont déplacé ou marginalisé les aliments locaux, particulièrement les légumes et les fruits.



KATE NEWMAN

POLITIQUE Après l'indépendance, aucune mesure agricole importante n'a été introduite pour encourager la population à produire et à consommer des aliments locaux. Les tendances actuelles en ce qui concerne la production alimentaire et le déclin des économies locales encouragent la production et la consommation d'aliments indigènes qui seraient mieux adaptés aux conditions locales et qui produiraient donc un approvisionnement plus fiable.

INSTITUTIONNEL Le Projet de Développement des Légumes et Arbres Fruitiers Indigènes doit son origine à la Conférence des Femmes qui a eu lieu à Nairobi, au Kenya, en 1985. Cette conférence a lancé un défi aux femmes, celui de jouer un rôle dynamique pour la recherche et la promotion d'aliments locaux, pour l'augmentation de cultures vivrières et l'amélioration de l'alimentation des populations rurales et de l'économie des ménages. KENGO a relevé ce défi et a démarré son projet en 1986. Le projet a reçu l'appui financier d'organisations internationales, en particulier celui de UNDP, GTZ, SIDA, Evangelische Zenstralstelle Fuer Entwicklungshilfe (EZE) et la Fondation Ford. Il a aussi bénéficié de la collaboration d'institutions nationales.

Buts/Objectifs

Les buts du projet sont de

- ☞ promouvoir la production et la consommation de légumes et de fruits indigènes
- ☞ accroître la production d'aliments et améliorer le régime alimentaire et l'économie des communautés rurales
- ☞ réintroduire et incorporer les plantes alimentaires indigènes dans le système des récoltes
- ☞ améliorer la qualité de l'alimentation et les revenus des communautés rurales et
- ☞ évaluer le statut de conservation des plantes vivrières indigènes.

Activités Principales

- ☞ Recherche et étude des données de base (identification, récolte et sélection des graines pour les plantes indigènes)
- ☞ Intégration des cultures vivrières indigènes dans les systèmes de récoltes des petites exploitations agricoles
- ☞ Dissémination des résultats du projet par des écrits, des ateliers et des expositions agricoles

PROBLEMES/BESOINS

Le pays doit augmenter sa capacité pour pouvoir subvenir aux besoins alimentaires de sa population. La dégradation de l'environnement et l'attention trop intense apportée par les femmes (les pourvoyeuses principales de cultures alimentaires traditionnelles) à des activités produisant des revenus ont conduit à la diminution de la production de fruits et de légumes locaux, compromettant ainsi l'alimentation des populations locales et leur sécurité alimentaire.



LAC MBURO

Conservation Communautaire du Parc National du Lac Mburo—Ouganda

Contexte

ÉCOLOGIQUE Établi en 1983, le Parc National du Lac Mburo (LMNP) est situé dans la partie Ouest de la Vallée de la Grande Crevasse et couvre une superficie de 265 kilomètres carrés. Le parc est caractérisé par des vallons secs boisés d'acacias, ponctués de vallées ouvertes couvertes de prairies, de marécages et de lacs. La moyenne des précipitations annuelle dans le parc est de 800 mm; il abrite une riche variété de faune et de flore sauvage, y compris la seule population d'hippotragues du pays ainsi que des espèces en voie de disparition telles que les baléniceps, la cigogne à selle et la fauvette jaune papyrus.

SOCIOCULTUREL/ÉCONOMIQUE Les communautés vivant dans la région du projet sont des éleveurs semi-nomades et des agriculteurs/éleveurs dominés par la tribu Banyankole. La majorité de la population adjacente au parc sont des agriculteurs dont l'économie est typiquement paysanne.

HISTORIQUE En 1958, le LMNP était une zone de chasse et fut promue au rang de réserve de gibier en 1964. Établie sous l'administration coloniale, elle interdisait aux communautés locales l'accès aux ressources à l'intérieur de l'aire protégée. Cette situation s'est exacerbée en 1964, quand la région a été

officiellement établie en tant que Parc National alors que le pays était en pleine instabilité politique. Les communautés locales n'ont pas participé à cette prise de décision et ont été expulsées de force hors du parc. Pendant la résistance armée, les communautés locales occupaient 60 pour cent du parc.




POLITIQUE Le parc, créé après l'indépendance, avait fortement gardé son héritage colonial, ce qui s'est reflété dans son parti pris à protéger la faune et la flore sauvages sans la participation des communautés locales. Le vide politique qui a sévit en Ouganda de 1972 à 1986 a été clairement nuisible à la conservation de la faune et de la flore sauvage.








CONNIE BRANSILVER

INSTITUTIONNEL Le Projet de Conservation Communautaire du Parc National du Lac Mburo a été établi en 1989 par les Parcs Nationaux Ougandais, connu maintenant sous le nom de l'Autorité Ougandaise pour la Conservation de la Faune et de la Flore. Son exploitation est sous la responsabilité du Directeur en chef du LMNP. Le projet a reçu des fonds de l'Agence suédoise pour le développement international (SIDA) et de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID).




Buts/Objectifs

Les buts du projet sont de  restaurer et maintenir le statut de conservation de la biodiversité dans le parc  initier et maintenir un dialogue avec les communautés locales en établissant une unité communautaire de conservation à l'intérieur du parc;  impliquer les communautés locales à la conservation et à la gestion des ressources naturelles à l'intérieur et à l'extérieur du parc et  promouvoir le parc par des campagnes publicitaires et des programmes éducatifs sur l'environnement.

Activités Principales

-  Etablir une unité de conservation communautaire parmi les membres du personnel du parc et les former
-  Partager les revenus et les ressources du parc avec les communautés locales et soutenir les projets de développement initiés par la communauté
-  Soutenir la création d'institutions communautaires qui pourraient servir de liaison avec les gestionnaires du parc
-  Développer des installations pour les touristes
-  Publier du matériel éducatif et des guides donnant une explication des programmes de conservation de l'environnement pour attirer l'attention du public

PROBLEMES/BESOINS

Les ressources en biodiversité du parc sont menacées par  le braconnage intensif et l'implantation humaine dans le parc qui a causé la surexploitation des ressources et un usage trop intensif des terres en pâturage  le manque de soutien des communautés locales et de leurs chefs politiques et  des conflits entre les gestionnaires du parc et les communautés locales qui se sont vues interdire l'accès aux ressources naturelles du parc.



Vivre dans un Environnement Limité—Namibie

Contexte

ÉCOLOGIQUE Le projet LIFE qui a commencé en 1991 est situé dans Caprivi-Est, la bande de terre de l'extrême Nord-Est de la Namibie. La région Caprivi-Est reçoit entre 600 et 800 mm de pluies par an (le niveau le plus haut de toute la Namibie), mais celles-ci sont sporadiques et imprévisibles. Les fleuves principaux sont le Kwando et le Zambezi. Les marécages et les plaines inondables aux alentours de ces deux fleuves contiennent un grand nombre d'oiseaux aquatiques, de poissons, de

reptiles et de mammifères ayant besoin de conservation, y compris le lechwe, le sitatunga, le zèbre et l'éléphant. La végétation est une mosaïque de prairies, de savane boisée sèche mopane et d'arbustes.



MARK RENZI

SOCIOCULTUREL/ÉCONOMIQUE La population de Caprivi-Est a adopté un système traditionnel de gouvernement unique, bien établi et hautement respecté, qui se base sur le pouvoir du Khuta (le conseil traditionnel). Les principaux groupes ethniques sont les Mafwe, les Mayeyi (qui se sont séparés des Mafwe en 1992, cette séparation a créé des différences entre les deux groupes) et les Subiya. On compte environ 80 000 habitants dans la région de Caprivi-Est. Chaque Khuta est dirigé par un chef, secondé par un Ingabela (chef adjoint) et par les Indunas





(chefs des villages). Le Khuta est le plus haut corps administratif et judiciaire traditionnel. Les communautés rurales sont composées essentiellement de paysans (récoltant du maïs, du millet et du sorgho), d'éleveurs, de pêcheurs et d'artisans. Le bétail fournit la sécurité financière, ainsi que la sécurité alimentaire en cas de famine. La vente du bois de chauffe, de chaumes et de roseaux fournit aussi des revenus. Le tourisme contribue également à l'économie locale par des créations d'emplois et par la vente de l'artisanat.

HISTORIQUE In 1986, Chef Mamili (Mafwe) fut invité à la Conférence Parcs et Populations au cours de laquelle les directeurs de l'ONG Integrated Rural Development and Natural Resource Conservation (IRDNC) ont fait une présentation de leurs


projets se situant dans la région de Kunene. Après la présentation, le chef les a invités à mettre en place un projet semblable dans sa région.


INSTITUTIONNEL LIFE est financé par l'USAID, sa mise en œuvre est assurée par l'IRDNC et sa gestion par WWF-US par le truchement d'un accord de collaboration entre l'USAID et le ministère de l'Environnement et du Tourisme en Namibie.

Buts/Objectifs

Les buts du projet sont de  améliorer la qualité de vie des populations rurales en Namibie par l'utilisation durable des ressources naturelles  augmenter les chances d'un développement durable de Caprivi-Est grâce à une gestion solide et saine des ressources naturelles  améliorer la qualité des ressources naturelles à la base et renforcer la capacité des communautés locales à gérer leurs ressources naturelles en partenariat avec le gouvernement et  faciliter la restitution directe aux communautés rurales des bénéfices sociaux et économiques provenant des ressources naturelles.

Activités Principales

 Etablissement du programme Gardes du Gibier de la Communauté pour mobiliser la population à sa base et obtenir son soutien et son implication dans la gestion des ressources naturelles, dans les recherches sur la faune et la flore sauvage et dans la suivi des projets.

 Etablissement de Surveillantes des Ressources de la Communauté pour augmenter la participation des femmes aux prises de décision concernant l'utilisation des ressources ainsi qu'à la suivi et à la gestion de ressources naturelles autres que la faune.

 Etablissement de Programmes de Développement d'Entreprises pour promouvoir des activités qui produisent des revenus.

PROBLEMES/BESOINS

Pendant des années, l'administration coloniale a refusé aux autochtones l'accès aux ressources naturelles et les bénéfices qu'ils auraient pu en retirer. Au début de 1980, une sécheresse sévère a tué un grand nombre de têtes de bétail, poussant les populations locales, en grand besoin de nourriture, à pratiquer un braconnage intensif. En addition à ce problème, les lois de l'apartheid sévissant à Caprivi-Est ont entraîné un essor artificiel de l'économie qui a accentué la dépendance des communautés rurales envers le gouvernement. Après l'indépendance, il est devenu urgent de régénérer les ressources naturelles à la base et de rendre aux populations leur sens de l'autonomie et de créer un sentiment d'autosuffisance.



MASOALA

Projet de Développement Intégré et de Conservation de la Péninsule Masoala—Madagascar

Contexte

ÉCOLOGIQUE La péninsule Masoala est située dans la région Nord-Est de Madagascar. La péninsule couvre une superficie totale de 5 200 km² et est une des rares régions de l'île où l'on trouve encore des forêts tropicales sur les basses terres. La région abrite d'unicques espèces endémiques en faune et en flore, des forêts de basses terres encore vierges, des forêts côtières, des mangroves, des lagons et des baies et des ressources maritimes diverses. C'est l'un des trésors biologiques du pays. Le niveau de précipitations annuelles est élevé, entre 1 500 et 3 000 mm par an.



RICK WATSON, THE PEREGRINE FUND

SOCIOCULTUREL/ÉCONOMIQUE La péninsule a une population totale de 82 000 habitants dont la moitié se trouve dans les centres urbains. On identifie quatre groupes sociaux qui se répartissent selon leur richesse: les riches (qui possèdent les terres et le bétail), les moins riches (qui produisent assez pour subvenir à leurs besoins), les relativement pauvres (insécurité alimentaire) et les pauvres (qui sont sans terre et n'ont aucune sécurité alimentaire). La pratique du tavy, une forme de déforestation qui permet d'acquérir des terres et d'agrandir son domaine cultivable, est courante sur la péninsule de Masoala. Les forêts secondaires ou les savoakas appartiennent à ceux qui les défrichent, par conséquent, les individus

qui ne possèdent pas de terres sont plus motivés à pratiquer le tavy (le défrichage) qu'à simplement occuper la savoaka (la forêt secondaire).




HISTORIQUE Au cours des années 80, le gouvernement malgache a décidé de protéger les régions dont la valeur environnementale était exceptionnelle et, en 1988, a développé le Plan d'Action National pour l'Environnement (PANE). Le Projet de Développement Intégré et de Conservation de la Péninsule Masoala (MPICDP) est un des résultats de ce processus.

POLITIQUE Ancienne colonie française, Madagascar a obtenu son indépendance en 1960. Son système politique est influencé par une longue période d'administra-






tion coloniale. Sur la péninsule de Masoala, le processus de prises de décision est confié au Fokonolona, un conseil constitué par les anciens du village. Les Fokontay, membres de ce conseil, sont élus par les villageois après avoir été proposés par le gouvernement.

INSTITUTIONNEL Le MPICDP a débuté en 1989 dans le cadre du PANE. Le projet a été initié par le gouvernement et mis en place par CARE International, WCS, et le Peregrine Fund. Il bénéficie du soutien financier et d'une aide à la gestion provenant du gouvernement, d'institutions bilatérales et d'ONG.

Buts/Objectifs

Le but du projet est de protéger la biodiversité et les ressources naturelles par le développement d'une économie locale durable se basant sur les ressources de l'écosystème forestier et marin. Les objectifs précis sont  l'évaluation exacte de l'impact exercé par la pression humaine  la diminution de la prise illégale de ressources et de la dégradation de l'environnement et  la promotion d'un développement socio-économique durable par des planifications de l'aménagement du territoire, de l'utilisation et de la conservation des ressources naturelles.

Activités Principales

-  Démarcation et établissement d'aires protégées et de zones tampon
-  Développement d'activités durables et renouvelables d'un point de vue économique et écologique y compris des pratiques agricoles améliorées
-  Développement et mise en œuvre de plans de gestion pour les ressources maritimes
-  Développement d'un système suivi et évaluation qui efficace et ayant un impact positif sur le projet de conservation de la biodiversité et les dynamiques socio-économiques
-  Promotion du développement institutionnel et du renforcement des capacités

PROBLEMES/BESOINS

La péninsule de Masoala est une région de première qualité pour des activités telles que l'agriculture, la pêche, l'abattage des arbres, la chasse, la récolte de produits ne provenant pas du bois et l'élevage du bétail. Ces activités, ainsi que les systèmes traditionnels de droit à la propriété après le défrichage des forêts primaires ont tendance à appauvrir les ressources en biodiversité.



NATURAMA

Participation des Communautés Locales à la Conservation du Parc National Kaboré Tambi—Burkina Faso

Contexte

ÉCOLOGIQUE Le projet a débuté en 1994 autour du Parc National de Kaboré Tambi (PNKT) au sud du Burkina Faso près de la Réserve de Gibier Nazinga. Le parc est situé dans la zone biogéographique soudanaise, caractérisée par la savane boisée et des forêts galeries le long de la rivière Nazinon, un affluent de la Volta qui coule au Ghana. Le PNKT a été créé en 1976 et couvre une superficie de 155 000 ha. Avant 1985, le PNKT abritait 32 espèces de grands mammifères, un grand nombre

d'oiseaux, d'innombrables espèces de plantes ainsi qu'une grande variété de poissons et de reptiles. Récemment, la sécheresse et la surexploitation des ressources ont sévèrement réduit le nombre d'espèces animales présentes dans le parc et ont dégradé l'habitat de la faune sauvage.

SOCIOCULTUREL/ÉCONOMIQUE La population aux alentours du parc est approximativement de 800 000 habitants et est composée de 4 groupes ethniques principaux (Mossi, Katséna, Bissa, et Peulhs) qui vivent dans la pauvreté selon les normes internationales. L'agriculture, l'élevage, la fabrication artisanale, la pêche et la chasse sont les principales activités de subsistance de la région.

INSTITUTIONNEL Le PNKT a été géré directement par le Département de l'Exploitation des Forêts de 1976 à 1996, mais peu d'investissements ont été apparents durant cette période. En 1994, l'ONG nationale, les Amis de la Nature, (NATURAMA) a commencé à travailler avec les résidents des alentours du parc grâce au soutien financier de BSP (U.S.) et de Fauna and Flora International (FFI) (Royaume-Uni). Depuis ce moment, NATURAMA a joué un rôle important pour formuler et mettre en œuvre les nouvelles mesures nationales qui mettent l'accent sur la décentralisation de la gestion des ressources naturelles, la participation du secteur privé et celle des communautés rurales. Dans le cadre de ce nouveau contexte, l'état a confié la gestion du parc à NATURAMA pour une période de 10 ans (renouvelable). Le projet est maintenant connu sous le nom de: Gestion Décentralisée pour le Projet PNKT.



KATHY SATERSON

Buts/Objectifs

Le but du projet est de faciliter la régénération des ressources du PNKT au moyen d'une approche participative qui pourrait aussi servir à améliorer les conditions de vie des communautés locales. Les objectifs spécifiques sont :

- le développement du parc
- l'augmentation de la prise de conscience des communautés locales et le renforcement des capacités pour promouvoir le transfert de l'autorité et des responsabilités concernant la gestion du parc aux communautés locales
- la promotion d'activités lucratives dans les villages et dans le parc
- le développement d'un système de gestion du parc durable en utilisant les méthodes participatives.

Activités Principales

- Organisation et promotion d'associations villageoises et formation de responsables pour ces associations
- Développement de réseaux de communication parmi les villageois
- Organisation de clubs NATURAMA dans les écoles
- Développement de projets de micro-entreprises basés sur les activités villageoises (cultures maraîchères, élevage du bétail, apiculture)
- Réhabilitation des ressources du parc (points d'eau, sentiers, réintroduction d'espèces, patrouilles, recherches écologiques, plan de développement touristique)
- Développement des relations publiques avec les villes voisines et les partenaires administratifs

PROBLEMES/BESOINS

La destruction de l'habitat et la diminution de la faune sauvage à l'intérieur du parc, résultant de la sécheresse et de la pauvreté des communautés locales compromettent la capacité du parc à exercer durablement ses fonctions de fournisseur de ressources naturelles. Cette situation compromet à son tour les revenus provenant du tourisme et les capacités éducatives et récréatives du parc pour les habitants de la capitale (Ouagadougou) située à 100 km du parc.



VIE ET FORET

Conservation et Développement Durable autour du Parc National du Taï—Côte d'Ivoire

Contexte

ÉCOLOGIQUE Le Parc National du Taï est situé au sud-ouest de la Côte d'Ivoire, le long de la frontière du Liberia et couvre une superficie de 330 000 ha. La forêt Taï représente l'un des derniers vestiges de forêt dense et humide en Afrique de l'Ouest; elle contient un grand nombre de plantes endémiques et abrite plus de 230 espèces d'oiseaux. Elle supporte une population viable d'éléphants des forêts, de chimpanzés, d'hippopotames nains, de primates arboricoles et de céphalophes. L'Union mondiale pour la nature (UICN) considère que la forêt Taï fait partie des 10 forêts africaines dont la conservation est de première importance.

SOCIOCULTUREL/ÉCONOMIQUE Les causes de l'augmentation de la déforestation autour de la forêt Taï au cours des 20 dernières années sont les suivantes: les agriculteurs locaux ont continué à défricher la forêt pour cultiver et planter des arbres de valeur commerciale (principalement le cacao, les palmiers et les caféiers) et les immigrants en provenance du Liberia, du Mali et du Burkina Faso louent des terres pour des cultures commerciales. Bien que les paysans aient le droit de jouissance de la terre et que les titres de propriété soient dûment enregistrés, des conflits concernant l'utilisation de la terre, le fermage ou la vente se nouent fréquemment, particulièrement entre les nouvelles et les anciennes générations.

INSTITUTIONNEL A la suite de réunions tenues avec les résidents de la région du Taï, l'ONG Vie et Forêt a été établie en 1992 pour protéger les parcs nationaux et les aires protégées grâce au développement durable des zones périphériques. Vie et Forêt cible des groupes de femmes, parce qu'elles sont plus habituées à travailler au sein d'organisations communautaires et aussi, et c'est peut-être encore plus important, en raison de leur honnêteté en ce

qui concerne la gestion de capitaux. Plus récemment, Le Projet Autonome de Conservation du Parc National du Taï (PACPNT), un projet financé par GTZ, a été établi pour réduire l'utilisation illégale des ressources à l'intérieur du parc, pour augmenter la participation des communautés locales aux décisions concernant sa gestion et pour promouvoir le développement durable des communautés avoisinantes. Le








LEA BORKENHAGEN

PACPNT ayant été conçu d'après les connaissances acquises par le projet Vie et Forêt, il n'est donc pas surprenant que leurs buts et objectifs se chevauchent.

Buts/Objectifs

Les objectifs spécifiques de Vie et Forêt sont de  promouvoir la prise de conscience de la nécessité de protéger la forêt parmi les communautés vivant aux alentours du Parc National du Taï  former les membres de la communauté pour qu'ils participent à la conservation de la biodiversité  renforcer les institutions actuelles qui réglementent l'utilisation des ressources par l'introduction d'outils participatifs pour une gestion durable des ressources des régions habitées de la Forêt Taï  augmenter la production domestique de protéines animales et  augmenter les activités de recherche qui se concentrent sur la conservation de la biodiversité et le développement rural.

Activités Principales

-  Augmentation de la prise de conscience en ce qui concerne la conservation de l'environnement
-  Construction de huttes pour les soins de santé d'urgence, les réunions, les sessions de formation et le planning familial
-  Extension de l'agroforesterie
-  Elevage de petits animaux (pisciculture, volaille et escargots)
-  Jardins potagers pour produire des légumes (ex: les oignons)

PROBLEMES/BESOINS

Une augmentation de la densité de population (de 1,6 habitants au km² à 15 habitants au km² depuis les années 60), l'importance de l'agriculture comme source de revenus, le manque de sources de revenus alternatifs non-agricoles et la pauvreté sont toutes des raisons qui expliquent l'augmentation de la déforestation et la surexploitation des ressources de la forêt au sein du Parc National du Taï.



ZONES HUMIDES DE MADAGASCAR

Projet de Conservation de l'Aigle-Pêcheur et des Zones Humides de Madagascar—Madagascar

Contexte

ÉCOLOGIQUE Initié en 1991, ce projet se situe le long de la côte Ouest de Madagascar, dans la région d'Antsalova. Il se concentre sur trois lacs (Soamalipo, Befotaka, et Ankerika) et la réserve de forêt avoisinante de Tsimembo et couvre une superficie totale de 300 000 ha; les inondations qui sévissent dans la région pendant

la saison des pluies rendent son accès difficile à cette époque de l'année. De mémoire d'homme, cette forêt n'a jamais été défrichée et la diversité de la flore est extrêmement riche; elle comprend des arbres à feuilles caduques et un étage de végétation au ras du sol difficile à traverser. La faune est aussi bien représentée par 8 espèces de lémuriers et 29 d'oiseaux. Cette région abrite 10 paires d'aigles-pêcheurs de Madagascar, qui, à eux seuls, représentent environ 10 pour cent de la population totale de cette espèce endémique.

SOCIOCULTUREL/ÉCONOMIQUE La population appartient au groupe ethnique des Sakalava. Chaque année, sous la direction du Tompondrano (le chef traditionnel de la gestion des lacs), les communautés rurales organisent un rite traditionnel qui marque l'ouverture de la saison de la pêche. Cependant, les tabous traditionnels qui réglementent l'ouverture et la fermeture de l'accès aux lacs pour la pêche ne sont pas observés par les récents immigrants de la région. L'agriculture est l'activité principale de la population, mais l'élevage est aussi pratiqué (par les femmes et les enfants), on trouve aussi des activités de pêche et de chasse. Le riz, le maïs et la canne




à sucre sont les cultures principales. La région du projet fait partie de la forêt de Tsimembo, classée en 1967, qui interdit l'abattage des arbres mais autorise et maintient les droits d'usages des communautés.

INSTITUTIONNEL Le Peregrine Fund (U.S.), qui est le maître d'oeuvre du projet a réussi à obtenir le soutien financier de 9 bailleurs de fonds américains, y compris BSP. Le Peregrine Fund fait partie de l'Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées (ANGAP), qui est un partenaire institutionnel du Département des Eaux et Forêts.





SIMON THOMSETT, THE PEREGRINE FUND


Buts/Objectifs


Les buts du projet sont de  protéger les populations d'aigles-pêcheurs de la région  identifier les méthodes et les outils appropriés pour surveiller le statut de la population d'aigles-pêcheurs et  renforcer les capacités techniques au niveau local et national qui permettront de gérer et de surveiller les ressources biologiques de la région.

Activités Principales

 Formation de biologistes et de personnel sur le terrain

 Augmentation de la prise de conscience des communautés

 Conduite de recherches sur l'écologie de l'aigle-pêcheur et sur des techniques de conservation

 Mise à disposition d'investissements pour le développement des communautés locales (ex: pharmacies locales et réparations des routes)

PROBLEMES/BESOINS

Ce projet a été établi dans le but de protéger l'aigle-pêcheur de Madagascar, l'un des oiseaux de proie les plus rares du monde et dont l'espèce est sérieusement menacée. De nos jours, le complexe des trois lacs est le seul habitat inexploité qui sert de refuges à de nombreuses espèces endémiques. Ce projet est particulièrement important maintenant en raison de l'augmentation incontrôlée des feux de brousse et de la déforestation (résultat de l'abattage des arbres pour construire des pirogues et du besoin en bois à brûler pour fumer les poissons) qui menace le dernier habitat disponible de l'aigle-pêcheur.

